

L'Humanité

rouge



Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

mercredi
24 mars 1976
No 455
1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 47 291

Les deux ennemis des cheminots

Les cheminots comme les autres travailleurs ont de nombreuses revendications, s'ils sont rentrés dans l'action c'est pour exiger leur satisfaction et non pour mendier des miettes.

Seulement les travailleurs n'ont pas qu'un seul ennemi à affronter, à côté de l'États-patron et de ses syndicats jaunes se trouvent toujours les dirigeants révisionnistes et réformistes qui minent les rangs de la classe ouvrière de l'intérieur. En effet vendredi 19, qui appelaient les agents de conduite à «suspendre leur mouvement jusqu'au 22 mars (date prévue pour les négociations NDLR) afin de conserver leur potentiel de lutte intact, d'éviter l'isolement et les provocations et d'être en mesure, avec l'ensemble des cheminots, de faire échec aux prétentions de la direction SNCF d'imposer un accord salarial au rabais avec la complicité de certaines organisations syndicales ? Ce sont bien les dirigeants des fédérations CGT et CFDT qui appelaient à briser la grève, espérant ainsi briser la combativité montante des cheminots. Il apparaît de plus en plus évident pour tous que seule la lutte résolue et massive peut créer un rapport de force favorable aux travailleurs. Les bonzes traitant de provocateurs les travailleurs combattifs, ont de plus en plus tendance à être discrédités par les masses, car celles-ci ouvrent les yeux et voient de quel côté de la barricade se trouvent ces prétendus «dirigeants responsables».

C'est ce qui s'est passé au cours de ce week-end à plusieurs endroits : les cheminots ont refusé de suivre l'ordre des bonzes et ont continué la grève, débordant ainsi le carcan révisionniste (la CGT étant largement majoritaire).

Les fédérations CGT et CFDT avaient appelé les cheminots «à faire du 22 mars une grande journée de lutte en assurant le succès du rassemblement national à Paris».

Mais dans le fond pour eux il y avait loin de la parole aux actes, ou comme ont dit «de la coupe aux lèvres».

(suite page 3)

LES CHEMINOTS A L'ACTION

Lundi soir, les directions fédérales CGT et CFDT — après que la direction SNCF ait refusé de recevoir une délégation CGT-CFDT — ont lancé un appel pour «intensifier l'action». Ce serait bien naïf de croire que les bonzes deviennent «durs». Ils lancent ce mot d'ordre parce qu'ils sentent qu'il faut lâcher un peu de lest pour regagner les troupes qui vont bien au-delà de leurs consignes. Ils appliquent la méthode de «la douche écossaise» : un jour ils brisent le mouvement, et de peur que celui-ci prenne de l'ampleur, quand les gars sont éccœurés ils jouent les «lutteurs».

Que s'est-il passé lundi et les jours précédents ?

Les agents de conduite SNCF étaient appelés à faire grève jeudi et vendredi dernier. D'une part, par la CGT et la CFDT et d'autre part, par la FGAAC (syndicat autonome catégoriel) notamment pour s'opposer à la création d'un nouveau niveau T5 sur des bases ultra sélectives. Mais ce mot d'ordre était loin de satisfaire les roulants. Car ils étaient appelés à reprendre le boulot vendredi à 14 heures, juste avant les grands départs, donc au moment où la grève aurait été la plus efficace. Le comble c'est qu'ils ont appelé à faire une journée d'action lundi, juste après les départs ! Mais les roulants ont montré qu'ils en avaient marre de ces manœuvres et

ils ont continué le mouvement : à Paris-Lyon jusqu'à lundi 8 heures, Villeneuve St Georges jusqu'à samedi midi, Dijon jusqu'à dimanche 8 heures, Chambéry (à

l'appel de la seule FGAAC, mais évidemment avec la participation de nombreux adhérents d'autres syndicats), Caen, Nantes, etc. (Suite page 5)

Attentat contre des antifascistes basques

Un attentat a été commis dimanche soir à Saint-Jean-de-Luz, contre un véhicule dans lequel se trouvaient Thomas Perez Revilla, connu comme étant un responsable de l'ETA basque, son jeune enfant ainsi que son épouse. Celle-ci, qui se trouvait au volant, a été atteinte par quatre balles dont une lui a traversé le poumon. Les agresseurs circulaient en voiture et ont ouvert le feu presque à bout portant.

Dans la soirée de lundi, Mme Perez Revilla qui se trouvait dans un état très grave n'avait toujours pas pu être opérée.

Ainsi, alors que le gouvernement vient d'interdire le FRAP en France, des tueurs fascistes dont on connaît les liens avec le gouvernement de Juan Carlos peuvent pratiquer la terreur contre les réfugiés politiques antifascistes. Le gouvernement français les laisse faire. Cela fait sans doute aussi partie des accords qu'il a conclus avec Juan Carlos.

Liban: les plus violents combats de la guerre civile



Beyrouth : la guerre civile y fait rage.

Beyrouth a connu depuis dimanche les plus violents affrontements de toute la guerre civile. C'est en particulier autour de l'hôtel «Holiday Inn» que se sont déroulés les plus durs combats. Les forces fascistes et pro-américaines du parti des Phalanges se sont livrés à d'intenses bombardements de différents quartiers.

Le conseil des ministres s'est réuni en séance extraordinaire en présence du premier ministre Rachid Karamé. Il a notamment décidé de remettre en activité les comités tripartites qui avaient été mis en place le 22 janvier dernier pour assurer le respect du cessez-le-feu. Mis sur pied après la médiation syrienne, ces comités sont constitués d'officiers libanais, syriens et palestiniens. Leur mission est de surveiller l'application du cessez-le-feu.

Dès lundi soir, le chef de file des forces pro-soviétiques, Kamal Joumblatt, s'est déclaré hostile aux mesures gouvernementales.

Une canonnade d'une violence rarement égalée au cours des précédents affrontements a marqué la nuit de lundi à mardi dans la capitale libanaise.

Selon une approximation, le bilan des morts pour la journée de lundi s'élèverait à cent cinquante. Dix sept autres personnes ont également été tuées dans un accrochage qui a eu lieu au cours de la journée dans la montagne libanaise.

Dans la matinée de mardi, des affrontements très violents se poursuivaient à proximité du quartier des grands hôtels.

Conseil de sécurité de l'ONU

Les crimes sionistes en accusation

Tandis que les manifestations palestiniennes et la répression sioniste se poursuivent en Cisjordanie, la session du conseil de sécurité de l'ONU consacrée à la

situation dans les territoires occupés s'est ouverte lundi.

Un jeune arabe de onze ans, blessé à la tête mercredi dernier par les tirs d'un soldat israélien est mort lundi à Jérusalem. L'enfant avait été blessé en même temps que deux autres jeunes arabes alors qu'au cours d'une manifestation à proximité du village d'Abdou Dis, ils tentaient de barrer la route menant de Jérusalem à Jéricho. Lundi, un homme de 40 ans a été tué par les soldats israéliens et neuf autres personnes ont été blessées au cours d'une manifestation qui a eu lieu dans la petite localité de Salsat.

Pendant ce temps, à l'ONU, les occupants sionistes étaient mis en accusation.

Malgré l'opposition des Etats-Unis, l'Organisation de Libération de la Palestine a été invitée à participer aux débats.

Le représentant de l'OLP déclara que la situation à Jérusalem et sur la rive gauche du Jourdain était à la fois encourageante et alarmante : encourageante parce qu'après des années d'attente, le peuple arabe s'était dressé contre ses oppresseurs, alarmante parce que les autorités sionistes se sont livrées contre un mouvement de protestation non armé, à une répression brutale et hitlérienne. Il a demandé au Conseil de sécurité de ne pas se contenter d'expressions de réprobation et de s'attaquer aux causes profondes de la situation.

(Suite page 2)

La colère
gronde
à Ouessant

(p. 5)

GROMYKO A LONDRES :

UNE MEFIANCE ACCRUE A L'EGARD DE L'URSS

Le fait que malgré la crise gouvernementale que traverse l'Angleterre, Gromyko ait maintenu sa visite officielle à Londres qui commençait hier lundi, témoigne du vif désir de l'URSS de reprendre pied en Grande-Bretagne. Devant les multiples voix qui, ces derniers mois, se sont élevées dans le pays contre les préparatifs de guerre soviétiques, Gromyko entamera sans nul doute une nouvelle fois son air favori sur «la détente» et «l'esprit d'Hel-sinki».

Mais le peuple anglais n'a pas la mémoire courte. Il se souvient que, en septembre 1971, le gouvernement britannique expulsait 105 diplomates soviétiques accusés d'espionnage. L'intervention ouverte de l'Union soviétique en Angola a aussi contribué à éclairer l'opinion anglaise sur sa vraie nature et ses ambitions. La propagande que mène le parti conservateur contre la diminution de la capacité de défense du pays et sur les préparatifs agressifs de l'URSS en Europe ne reste pas sans échos. Selon les derniers sondages deux Anglais sur trois sont hostiles à un rapprochement entre les deux pays.

Le parti travailliste de Wilson a au contraire activement milité en faveur du resserrement des liens avec l'URSS. En février 1975, lors de sa visite à Moscou, l'ancien premier ministre signait un important accord cadre pour le développement des relations économiques entre les deux pays. Il s'engageait notamment à fournir à l'URSS des crédits d'un milliard de livres à des taux très bas, en échange d'un certain nombre de contrats. De nombreuses voix, en Angleterre même, s'étaient alors élevées pour critiquer l'aide ainsi offerte à l'URSS pour lui permettre de continuer de s'armer jusqu'aux dents.

La visite récente du chef du KGB, Chelapine à Londres, avait été accompagnée de nombreuses manifestations populaires d'hostilité à sa présence. Gromyko risque bien de recevoir un accueil encore plus frais.

CONSEIL DE SECURITE DE L'ONU

Les crimes sionistes en accusation

(Suite de la page 1)

Il a affirmé que la cause profonde de tous les troubles dont se préoccupe le Conseil de sécurité réside dans l'occupation israélienne et qu'il était par conséquent du devoir du conseil de mettre fin à cette occupation et d'adopter une résolution qui devrait permettre au peuple palestinien d'exercer son droit à l'autodétermination.

Le représentant de l'Egypte, a demandé au conseil d'adopter une résolution qui se prononcerait en faveur de l'exercice de l'autodétermination des Palestiniens, qui condamnerait les actes brutaux et illégaux d'Israël dans les territoires arabes occupés et qui préconiserait des mesures immédiates et efficaces en vue de mettre fin à ces violations et de rapporter toutes les mesures antérieures prises par les autorités d'occupation à Jérusalem et sur la rive occidentale.

Le délégué de l'Etat sioniste a quant à lui apporté une nouvelle preuve de l'isolement d'Israël en accusant le Conseil de sécurité de l'ONU de fonctionner «sur les instructions de l'OLP».

Afrique australe

L'HEURE DE LA LIBERATION A SONNE

L'effondrement du régime fasciste portugais et de sa domination coloniale en Afrique a sonné le glas des régimes racistes d'Afrique australe. Les luttes de libération des peuples africains souffrant encore du joug colonial vont de l'avant et s'épaulent mutuellement.

Au Zimbabwe (Rhodésie), les tentatives de la minorité raciste blanche dirigée par Ian Smith, d'impulser un «dialogue» entre oppresseurs et opprimés, viennent de rencontrer un nouvel échec. La branche intérieure du «Conseil national africain» (mouvement de libération rassemblant en une seule organisation la ZANU et la ZAPU), qui avait cru un instant en la sincérité du gouvernement raciste de permettre l'expression de la majorité noire, vient de rompre les pourparlers engagés sur l'avenir constitutionnel du pays. James Chikema, secrétaire de la branche extérieure de l'ANC, restée fidèle à la voie de la lutte armée, s'en est félicitée. Il appelle la branche intérieure à restaurer l'unité du Mouvement, un instant compromise par les manœuvres du gouvernement Smith.

De son côté l'OUA, par un communiqué de son président, a pris acte de la rupture de ces négociations et souligne qu'à présent, les combattants pour la liberté doivent «porter la lutte armée au cœur même du Zimbabwe».

Les jours de l'administration raciste de Ian Smith, publiquement lâchée par ses soutiens fidèles, les USA et

la Grande Bretagne, apparaissent donc désormais comptés.

En Namibie (Sud-Ouest africain), territoire illégalement maintenu sous son contrôle par l'Afrique du Sud, en dépit des multiples décisions de l'ONU et de l'OUA, un leader de la SWAPO (organisation du peuple de l'Afrique du Sud-Ouest) vient de déclarer que le peuple de Namibie se considérait désormais «en état de guerre». Interrogé sur une éventuelle «aide» soviétique, le responsable de la SWAPO a précisé qu'il recevait aussi des armes de la République populaire de Chine et une aide économique des quatre pays scandinaves, ajoutant qu'à son avis, «personne n'a le monopole de l'aide au Mouvement de libération». Il a également affirmé que «celle-ci doit intervenir maintenant et pas uniquement quand la lutte du peuple de la Namibie aura obtenu des succès». (Par le passé, la SWAPO s'était plainte publiquement de ne recevoir aucune aide de Moscou).

En Azanie enfin (Afrique du Sud), dernier fief du colonialisme et du racisme en Afrique, le peuple africain secoue vigoureusement ses chaînes. La semaine passée

de puissantes manifestations ont eu lieu devant la Cour suprême de Johannesburg où sept militants noirs étaient jugés pour «activités terroristes». Plus d'un millier de personnes, en majorité noires, le poing levé, chantant des airs révolutionnaires, s'étaient rassemblés devant le tribunal. Les forces de répression, intervenant pour les disperser avec des gourdins et des chiens policiers, ont été attaqués à coups de pierres, de briques, de bouteilles, pendant que des bombes projetaient en l'air des tracts signés du mouvement nationaliste noir clandestin, l'ANC.

Un peu plus tard, une manifestation beaucoup plus importante se déroulait à la gare des chemins de fer réservée aux noirs ; elle rassemblait plusieurs milliers de travailleurs africains exigeant la fin de l'apartheid aux cris de «One man, one vote» (Un homme, une voix). Là encore de violents affrontements ont eu lieu entre manifestants et policiers.

Bientôt les combattants de la liberté de l'Afrique australe remporteront la victoire. Pour cela ils comptent avant tout sur leurs propres forces et la solidarité qui les unit.

Sahara occidental

MISSION D'ENQUETE DE L'OUA

Le secrétaire général de l'OUA, Idi Amin Dada, a reçu récemment une délégation du F. POLISARIO venue l'informer de la situation du Sahara occidental.

A l'issue de cette entrevue, il a été décidé que l'Organisation de l'unité africaine déléguera une mission d'information dans la région. Celle-ci aura lieu avant la tenue du prochain sommet africain.

Le président du Conseil national provisoire sahraoui vient, par ailleurs, de lancer un appel aux dirigeants des neuf pays de la Communauté économique européenne pour qu'ils soutiennent la cause du peuple sahraoui.

«Notre peuple», précise la lettre adressée aux «Neuf» «porte un grand espoir en vous pour intervenir auprès du Maroc et de la Mauritanie pour qu'ils cessent leur agression contre notre pays et la politique d'extermination qu'ils mènent à l'encontre de notre peuple par des bombardements massifs des camps des populations civiles innocentes».

Les camps de Tifariti, Amgala, Guelta-Zemmour... sont la cible de l'aviation marocai-

ne. A l'heure actuelle, le camp le plus touché est celui de Oum Draïga, situé dans le sud du pays et qui regroupe 25 000 personnes. Les bombardements au napalm sont systématiques depuis le 18 février 1976 et causent la mort de plusieurs centaines de femmes, d'enfants et de vieillards.

Le F. POLISARIO souligne qu'il doit actuellement faire face à une armée de 40 000 Marocains et 5 000 Mauritanien. Il affirme que le Front a stoppé le transport du phosphate jusqu'à la côte atlantique et contrôle entièrement les voies de communication entre Boucraâ (lieu de gisements) et les installations portuaires au-delà d'El Ayoun.

Interviewé par un hebdomadaire parisien, Lamine El Amine, premier ministre de la République arabe sahraoui démocratique, a rappelé la volonté du peuple sahraoui de définir librement son destin : «Si l'ONU trouve actuellement un climat propice pour l'organisation de ce référendum», a-t-il déclaré, «nous sommes prêts à coopérer avec elle».

Les récents bulletins militaires publiés par le F. POLISARIO, l'annulation à la hâte de déplacements de Hassan II à l'étranger, le report de sa visite à El Ayoun, capitale du Sahara occidental, tous ces faits confirment que la lutte du peuple sahraoui pour la liberté ne faiblit pas.



TENSIONS AU SEIN DE DE LA CNUCED

La session extraordinaire du Conseil du commerce et du développement, qui devait mettre au point les propositions discutées en mai prochain, à Nairobi, dans le cadre de la «CNUCED quatre», s'est soldée par un échec.

Les 68 participants du tiers monde et des pays capitalistes développés n'ont pu se mettre d'accord sur les principes d'un nouvel ordre économique international, particulièrement sur la révision de la dette des pays en voie de développement.

Au nom des «77», le représentant des Philippines a vigoureusement reproché aux pays développés leur égoïsme et leur obstination qui ont rendu tout accord impossible.

C'est donc une nouvelle bataille de grande ampleur que le tiers monde aura à mener à Nairobi, bataille dans laquelle son unité sera le meilleur atout de sa victoire.

CHIRAC EN LIBYE

Le séjour de Chirac en Libye s'achève par la conclusion d'une série d'accords économiques et culturels. Mais il aura été avant tout politique. C'est ce que rappelle d'emblée le commandant Jalloud, président du conseil libyen en accueillant Chirac : «Les bases des relations entre la Libye et la France ne sont pas mercantiles mais politiques». Il devait ajouter que la Libye est persuadée de l'utilité du dialogue mais qu'elle entend l'entreprendre d'abord avec les pays qui se préoccupent de maintenir l'indépendance et la souveraineté nationale. Le monde arabe, a souligné le commandant Jalloud, est une charnière entre les trois continents. La nation arabe et les peuples européens ont un rôle historique à jouer ensemble sur la scène internationale.

La construction de l'unité arabe et celle de l'unité européenne devrait aboutir à une entente fraternelle des pays et des peuples de la Méditerranée.

R.F.A. :

UNE VICTOIRE DES ANTIFASCISTES

Les patriotes et les antifascistes de Turquie emprisonnés en Allemagne fédérale, Omer Ozerturgut et Hatice Yurtas ont été libérés, il y a dix jours. Ils n'ont pas été extradés vers la Turquie de la dictature fasciste, parce que les antifascistes et les anti-impérialistes conséquents des peuples d'Europe ont exprimé leur solidarité militante et leur soutien total pour leur libération.

Le patriote Mustafa Tutkun reste toujours dans la prison de Köln pour avoir participé à la grève de Ford en 1973. Le juge Somoesky (connu par ses positions nazies) n'a rien trouvé d'autre que de lui reprocher sa participation à la grève chez Ford, l'usine où il était travailleur.

Consolidons notre solidarité avec Mustafa Tutkun et Bacha Targun (un des dirigeants de la grève de Ford, emprisonné depuis 1974).

Continuons notre lutte pour leur libération immédiate et le droit d'asile politique. Tous unis nous vaincrons.

Les marxistes-léninistes Aydinlink de Turquie.

nouvelles intérieures

L'armée bourgeoise guettée par la faillite

Le pessimisme règne dans les milieux militaires de la bourgeoisie.

Le correspondant militaire de l'AFP écrit à ce sujet : « Une inquiétude sérieuse se manifeste dans les milieux politiques qui estiment que la France n'a pas les moyens de sa stratégie. »

L'armée bourgeoise est en effet en crise. Celle-ci est reconnue par de nombreux officiers et politiciens gouvernementaux. Un des aspects de cette crise est l'insuffisance des crédits qui a pour conséquence le manque d'équipements. Il est courant maintenant, dans les milieux gouvernementaux, de dire que seul le tiers de l'armée de terre est opérationnel. Même si le budget de l'armée bourgeoise passait immédiatement de 17 à 20% du budget de l'État, il faudrait plusieurs années pour rattraper le retard accumulé.

D'ores et déjà, pour tenter de remédier à ces problèmes budgétaires, certains politiciens demandent de réduire les effectifs de

l'armée de terre, en les ramenant de 315 000 à 180 000 hommes. D'autres envisagent de réduire la durée du service militaire.

Du côté de la marine, de nombreux matériels sont dans un état de vétusté et ne sont pas remplacés. Dans les années 80, les trois quarts des équipements de la marine devraient être remplacés. D'ores et déjà on affirme qu'ils ne pourront pas l'être. Dans les trois armes, les heures d'entraînement ont considérablement diminué.

Cette situation est la conséquence du choix qu'a fait la bourgeoisie en consacrant durant plusieurs années l'essentiel des crédits à l'armement nucléaire au détriment des armements conventionnels.

Mais surtout, cette situation est une conséquence de la crise que traverse l'économie capitaliste de la France.

Tout cela faisait dire, il y a quelques temps, à l'amiral Sanguinetti : « Les armées courent à la faillite. »

La «majorité», un panier de crabes

Les contradictions au sein de l'actuelle «majorité» gouvernementale ne cessent de se développer. Quelle tactique adopter vis-à-vis de la crise du capitalisme, du développement des luttes populaires ? Tel est le fond des divergences qui apparaissent maintenant au grand jour. Quelle attitude adopter vis-à-vis des autres partis bourgeois ? C'est là un autre point de ce conflit naissant.

Tout cela ressemble fort à un panier de crabes où l'on s'agit en tous sens.

C'est ainsi que dans «Le Figaro» de mardi, Michel Debré se plaint du «manque d'autorité» de l'actuel gouvernement. Il insiste en particulier sur «les violences qui ne sont pas punies, les désordres qui ne sont pas sanctionnés». «La réalité interne,

s'exclame-t-il, est désastreuse». En conclusion il appelle à la formation d'un «gouvernement de salut public fondé sur l'autorité de l'État».

De son côté, Edgar Faure se plaint du manque d'habileté dont fait preuve le gouvernement vis-à-vis des socialistes. Il accuse la contre-offensive gouvernementale après les cantonales d'avoir «pris un tour simpliste et passionné». Il reproche notamment à Giscard d'Estaing d'avoir été trop indulgent à l'égard du PS. Dans le même temps, il propose également une collaboration entre «majorité» et «opposition» afin «de réaliser ensemble, sur les points où il n'y aura pas réellement de conflit, des progrès dont le pays tout entier tirerait, quoi qu'il advienne, le bénéfice».

Un «quotidien» mal informé

«Rouge» ment à ses lecteurs

Dans son édition de lundi, la feuille trotskyste «Rouge» rend compte tendancieusement du Rassemblement communiste du PCR (m-l) et ment à ses lecteurs avec une solide assurance. Elle écrit en effet qu'un débat s'est déroulé «entre Humanité-Rouge et PCR (m-l), (qui) avait pour objet l'unité des marxistes-léninistes en un parti unique». Ce qui est faux.

Ce «parti unique», vraiment ça doit être une obsession pour les sectes trotskystes !

Bayonne

Interdiction d'un meeting de soutien à la lutte du peuple sahraoui

Vendredi 19 mars, à 20h 30, dans un cinéma de la ville devait se tenir un meeting de soutien au Front Polisario, à l'appel de l'Amicale des Algériens en Europe, du FRAP, de l'Humanité-Rouge, des Jeunesses communistes marxistes-léninistes de France et avec le soutien du PCMLF. Une heure avant, une dizaine de flics en civil, accompagnés d'une dizaine d'autres en uniforme, ont pris position autour du cinéma et interdit le meeting.

Des militants de l'Humanité-Rouge et de l'Amicale des Algériens en Europe

sont alors restés sur les lieux et ont invité discrètement les personnes qui venaient à se réunir dans le hall de la gare. A la gare, devant une cinquantaine de personnes, une dénonciation de l'attitude du gouvernement français a été faite. Les militants de l'Humanité-Rouge et de l'Amicale des Algériens en Europe ont pris successivement la parole.

Des jeunes ont donné leur adresse pour participer à une pétition de protestation. Rendez-vous a été pris pour une nouvelle intervention commune avec l'AAE.

A propos des cheminots de la gare de Lyon Qui croire ?

Lundi les deux quotidiens du matin, notre confrère «Libération» et la feuille trotskyste «Rouge» ont publié dans leurs premières pages une photo émanant de l'AFP montrant des cheminots de la gare de Lyon en train de voter par main levée.

Voici les deux légendes respectives de cette même photo :

«Rouge» : «Gare de Lyon samedi : le vote de la reprise du travail».

«Libération» : «Les cheminots de la gare de Lyon

votent la continuation de la grève».

Qui croire ?

Il est vrai que le quotidien révisionniste «L'Humanité» de samedi matin avait donné le ton, repris par «Rouge», titrant «La CGT et la CFDT ordonnent la reprise du travail».

Mais la réalité, constatée sur place par nos militants, vendredi soir, donnait raison à «Libération», car les directions réviso-réformistes des cheminots ont été largement débordées par la base qui a refusé spontanément la reprise du travail.

Qui croire en définitive ?

Eh bien, les cheminots de la base, qui font grève à la fois contre leurs exploités et contre les bonzes syndicalistes. Une chose à ne pas oublier : les traditions de combat révolutionnaires des cheminots (grande grève des années 20 dirigée par Sémard qui fut odieusement trahie par les dirigeants réformistes de la CGT — puis de 1940 à 1944, la bataille du rail contre les nazis).

Vive la légitime grève du rail baptisée «sauvage» par la bourgeoisie !

(Suite de l'éditorial)

En effet le manège était bien monté, puisqu'il s'agissait uniquement de se rassembler pour parcourir quelques centaines de mètres jusqu'au siège de la direction SNCF qui est juste à côté de la gare Saint-Lazare où avait lieu le rassemblement !

Même si beaucoup ont été éceurés par le sabotage du week-end et en ont ras-le-bol des minis actions déclenchées au sommet, la conscience de classe s'élève. En témoigne ce qu'un certain nombre ont scandé à la fin de la manifestation : «Si nous n'obtenons pas satisfaction nous ferons comme les vignerons !» Que l'État-patron et les dirigeants révisionnistes se le tiennent pour dit !

Dockers algériens de Marseille : MISE AU POINT

Dans son numéro 229, notre confrère «L'Algérien en Europe» en date du 29 février 1976, page 12, a publié une note de sa rédaction à la suite des extraits d'une mise au point de la fédération CGT de Marseille «à propos de l'enquête sur les dockers algériens de Marseille».

Les dirigeants révisionnistes de la CGT des dockers ont en effet protesté contre le juste contenu des articles publiés par «l'organe de l'émigration algérienne» dans ses numéros 225 et 226, articles dont de larges passages ont été reproduits dans notre propre quotidien.

La pression de la fédération CGT des dockers sur les rédacteurs du périodique de l'Amicale des Algériens en Europe n'est pas présentée in-extenso. Nous sommes en mesure pour notre part d'indiquer qu'à la place des pointillés séparant certains paragraphes se trouve une attaque précise s'en prenant en substance à «l'utilisation faite des articles incriminés par certains gauchistes», les révisionnistes nous désignant sous ce vocable en s'adressant aux responsables algériens.

Dans une note de la rédaction de «L'Algérien en Europe» sont avancées des explications et affirmations qui ne nous paraissent pas

concorde vraiment avec ce que révélaient opportunément les articles en cause. Mais c'est aux dockers algériens de Marseille de juger sur ce point.

Par contre, en tant que militants ouvriers français, syndiqués soit à la CGT soit à la CFDT actuellement, mais ayant vécu les événements de la période de la guerre d'Algérie, dans les rangs de la CGT, nous ne pouvons laisser passer sans la relever une affirmation absolument contraire à la vérité historique : la rédaction du périodique algérien déclare : «... Nous savons également que lors des moments difficiles nous avons toujours trouvé la CGT à nos côtés.»

S'il s'agit ici d'évoquer la période de la guerre d'Algérie (comme l'a si curieusement fait M. Maachou Kerdal dans un meeting révisionniste — cf. un précédent article), c'est une contre-vérité.

Il faut consulter les anciens dockers algériens de

Marseille, qu'ils résident encore dans cette grande ville française ou en Algérie.

Nous en connaissons plusieurs, actuellement retraités, susceptibles de témoigner de l'attitude hostile et raciste des dirigeants et même malheureusement de simples militants CGT à leur égard, lors des grandes grèves ordonnées et dirigées par le FLN. Tout fut fait par exemple après le 5 juillet 1956 pour s'opposer au mot d'ordre de grève générale lancé par le FLN à Alger, que nombre d'Algériens désiraient reprendre à Marseille. Il en fut également de même lors de la grande grève commencée le 28 janvier 1957, jour de l'ouverture du débat à l'ONU sur la question de l'Algérie. A cette époque précise, nombre d'Algériens, qui étaient adhérents de la CGT depuis fort longtemps pour certains, déchirèrent leur carte devant le refus explicite des dirigeants syndicalistes français de soutenir leurs actions.

Nous ne pouvons pas oublier

Certains d'entre nous ne peuvent oublier l'attitude du service d'ordre de la CGT et du PCF, sur le cours d'Estienne d'Orves, devant le quotidien «La Marseillaise», le 1er mai 1955, quand en tête du défilé les travailleurs algériens, chargés par les forces de répression pour avoir brandi le drapeau algérien, furent traités de «provocateurs» par les dirigeants CGT-PCF et quand le SO de la CGT s'interposa pour empêcher les ouvriers et manifestants français de leur porter secours contre les CRS acharnés sur eux. Non, cela nous ne l'oublierons jamais, parce que nous sommes des militants internationalistes prolétariens et antiracistes conséquents !

Et si besoin est nous pouvons aussi publier les prises de position chauvines et racistes de la CGT au moment des actions du FLN à Murepiane...

Citons pour aujourd'hui le cas d'un ouvrier de l'usine Kulhmann de l'Estaque : militant de la CGT depuis longtemps, il fut arrêté un matin, en 1960, par la police. Le bureau de la section syndicale envisagea aussitôt d'organiser la soli-

darité nécessaire à sa femme, qui habitait le bidonville de l'Estaque avec ses neuf enfants. Mais lors de la réunion suivante, un membre du PCF, dirigeant CGT, posa la question de savoir pour quelles raisons il avait été arrêté. Comme l'explication précise fut qu'il était collecteur clandestin des cotisations du FLN, décision fut aussitôt prise que, dans ce cas, on ne pouvait absolument rien ni pour lui, ni pour sa famille. Cela aurait placé la CGT dans une position «dangereuse» ! Seuls de vrais communistes fidèles au léninisme, ainsi que le FLN lui-même, organisèrent alors la solidarité indispensable.

Ces faits furent révélés à l'époque par un ancien docker (de quelques semaines...), alors militant du Secours populaire français, qui, au nom de cette organisation, refusa tout secours à la femme de l'Algérien arrêté.

Nous l'avons déjà dit : ces faits et bien d'autres appartiennent à l'histoire et seront publiés dans tous leurs détails, avec les précisions et les preuves utiles.

L'histoire est indélébile et personne ne peut la refaire.



Bilans de luttes

Après 10 jours de grève

Victoire pour le personnel de l'Office social et culturel de Rennes

L'Office social et culturel est un organisme de coordination de l'action socio-culturelle au niveau de la ville de Rennes. Il a aussi en gestion directe 4 secteurs d'animation. Actuellement l'OSC emploie 26 personnes.

Depuis un certain temps déjà le personnel était mécontent de ses conditions de travail. La goutte d'eau qui a fait déborder le vase a été le non-pourvoiement d'un poste de secrétariat laissé vacant depuis décembre 1975. La section syndicale CFDT et l'assemblée générale du personnel avaient décidé de se mettre en grève à partir du lundi 8 mars, pour exiger :

- le pourvoiement immédiat du poste ;
- des lettres d'embauche pour tous définissant des fonctions actuellement exercées par chacun ;
- l'application du protocole d'accord pour tous ;
- l'ouverture de négociations pour un nouveau protocole d'accord ;
- la mise en place d'une grille de salaire unique ;
- la consultation du personnel pour tous les problèmes le concernant ;
- le règlement des litiges actuels à l'avantage du personnel ;
- le paiement des jours de grève.

Le Conseil d'administration, réuni jeudi 18 mars, a dû céder à toutes les revendications du personnel.

Cette grève est riche d'enseignements.

1) Tout d'abord, pendant toute la grève, tout le personnel a été associé à sa conduite. Toutes les décisions se sont prises en AG du personnel où chacun exprimait son point de vue, apportait ses idées, et on a pu voir combien les travailleurs ne manquent pas d'idées pour se battre contre leur patron et obtenir la victoire. Dès le début, il y a eu blocage du téléphone, on répondait pour informer des revendications du personnel ; il y a eu piquet de grève avec blocage de l'entrée. Si pendant la 1ère semaine, on a laissé rentrer le directeur et 2 employés ne faisant pas grève, la seconde semaine on a durci en refusant que ces 3 personnes rentrent. Le blocage de toute l'activité de l'OSC était un facteur important pour notre victoire. On a aussi bloqué le courrier. Tout se discutait en assemblée générale le délégué syndical et le délégué du personnel ont toujours été les porte-parole fidèles des décisions prises.

2) La section syndicale CFDT a joué un grand rôle dans la grève. Depuis plusieurs mois déjà, les travailleurs avaient pris conscience de l'importance du syndicat.

La section syndicale a toujours été à l'avant-garde des revendications du personnel. Elle a joué un grand rôle dans la grève en unifiant le personnel sur ses revendications et en permettant à chacun de s'exprimer. Elle a su aussi chercher le soutien des autres sections syndicales CFDT concernées par l'activité de l'OSC. Maintenant il est probable que les quelques travailleurs non-syndiqués adhèrent à la CFDT.

3) Dès le début de la grève, il est apparu évident pour tous qu'il fallait créer le rapport de force le plus large possible en notre faveur. Tout de suite une information systématique sur nos revendications auprès des associations, des travailleurs sociaux et des sections syndicales, a été faite. Tout de suite il a été décidé de créer un comité de soutien pour populariser notre lutte et apporter le soutien financier. Naturellement dans le tract appelant à la constitution de ce comité de soutien, il était bien clair que c'étaient les grévistes qui décidaient de toute action et de toute orientation et que le comité de soutien était sous leur direction. Ayant su mobiliser les membres du comité de soutien, celui-ci a joué un rôle important dans le succès de la grève. Etant présent lors de la réunion du CA, il a montré que les grévistes étaient largement soutenus et que si le

Des échecs, des victoires, pourquoi ?

Bilans de grèves. Des échecs, des victoires. Pourquoi ? Chaque expérience de lutte a sa leçon à tirer. Dans leur combat pour des conditions de vie meilleures, les travailleurs se heurtent à toutes sortes de pressions venant de la bourgeoisie. Les luttes, dans certains cas, peuvent se terminer sur des échecs momentanés, les travailleurs n'ayant pu obtenir satisfaction de leurs revendications. Dans d'autres cas, les travailleurs ont débouché sur une victoire, ont su obliger la bourgeoisie à satisfaire les revendications.

Il s'agit dans chaque cas de savoir et de comprendre pourquoi il y a eu échec, pourquoi il y a eu victoire.

Aujourd'hui, les grèves, les occupations ne se comptent plus : une puissante offensive de la classe ouvrière contre l'exploitation et aussi contre la trahison du faux parti communiste se développe. Dans la lutte, les travailleurs de l'EDF informatique se sont heurtés à la division organisée par les révisionnistes du PCF et de la CGT et c'est la cause de leur échec provisoire.

Les trahisons de ce genre ne se comptent plus : ce parti, qui se prétend toujours parti communiste, est en fait un parti bourgeois qui ne sert plus les intérêts de la classe ouvrière mais qui se sert d'elle comme masse de manœuvre en l'en-

CA refusait de céder, d'autres actions allaient être envisagées sur-le-champ. Unir le maximum d'associations et de personnes pour nos revendications, voilà un facteur de succès évident. Beaucoup d'associations ont bien compris la légitimité de nos revendications et ont été solidaires avec nous.

4) La grève de l'OSC a permis de démasquer le paternalisme qui sévit dans le secteur socio-culturel et social. Dans ce secteur aussi, les conditions de travail sont intolérables, aucun respect du protocole d'accord, division du personnel en les opposant les uns aux autres. A chaque fois qu'un animateur prend une initiative qui s'oppose aux intérêts de la municipalité et de la bourgeoisie en place, le directeur est toujours là pour essayer de la faire échouer

cadant, en canalisant le mécontentement pour arriver au pouvoir capitaliste, gérer les affaires de l'État bourgeois.

Certains travailleurs, faisant l'expérience de ces trahisons, tombent dans l'écœurement, mais c'est sans compter sur les victoires possibles et qui existent : la lutte des travailleurs de l'office social et culturel de Rennes, bien que les conditions ne soient pas les mêmes, nous en donne un exemple. Avec une démocratie large, un rapport de force efficace, une large popularisation, un comité de soutien, les travailleurs ont su vaincre. Mais bien plus que cela, à travers ces luttes, la nécessité d'en finir une bonne fois pour toutes avec l'exploitation s'affirme sans cesse.

«Comment en finir ? «Qui sont ces gens qui se disent communistes et qui trahissent les luttes ? A ces questions, les communistes marxistes-léninistes répondent clairement : les égratignures à la bourgeoisie ne suffiront pas à nous assurer des conditions de vie meilleures. Face à la crise, il nous faudra nécessairement détruire l'appareil d'État bourgeois par la révolution prolétarienne. C'est dans cette prise de conscience et à travers leurs luttes que les travailleurs sauront démasquer les faux communistes des vrais, et comprendront la nécessité de rejoindre les rangs du parti du prolétariat.

ou de la récupérer à son profit.

Cette grève montre combien les intérêts des animateurs et de tout le personnel travaillant dans le secteur social et socio-culturel ne peuvent être conciliables avec ceux du patron, de la bourgeoisie. Elle est exemplaire dans un secteur où sous couvert de paternalisme, les conditions de travail sont aussi dures qu'ailleurs et qui a du mal à s'organiser à cause des faux-semblants de relative liberté ou démocratie. Les intérêts de cette catégorie de travailleurs rejoignent ceux de la classe ouvrière et cela beaucoup dans le personnel comment à le comprendre.

Les militants HR de l'OSC. Article lu et approuvé par des membres du personnel.

EDF Service informatique

L'échec de la grève du SITI de Clichy

Une trahison syndicale CGT

Les services Interrégionaux d'EDF-GDF du traitement de l'information étaient en grève illimitée depuis trois semaines. 3 services (Issy-les-Moulineaux, Orléans, Clichy) étaient en grève pour les revendications suivantes :

- Reclassement des agents les plus défavorisés (exécution) ;
- De meilleures conditions de travail ;
- La révision des effectifs ;
- L'embauche ;
- L'intégration des primes dans le salaire.

Deux de ces trois services ont repris le travail (Issy-les-Moulineaux le 12 mars, Clichy le 15 mars) sans avoir obtenu satisfaction sur aucune de leurs justes revendications. La reprise du travail s'est faite grâce à la trahison des bonzes fédéraux de la CGT qui n'ont jamais soutenu la grève (la traitant de minoritaire et de gauchiste) leur préférant les «journées d'actions nationales» bidons et démobilités.

La grève a démarré à Issy-les-Moulineaux. Les travailleurs d'Issy-les-Moulineaux sont allés voir ceux de Clichy pour leur demander de les soutenir et Clichy entre en grève aussi sur les mêmes revendications.

A Clichy, pendant toute la première semaine, la grève est générale et touche une centaine de travailleurs. Mais devant une direction qui refuse toutes les revendications, qui veut faire pourrir la grève, les travailleurs décident de changer leur méthode de lutte. Et la deuxième semaine, seuls les pupitreurs sont en grève (en effet, à eux seuls les pupitreurs bloquent le travail). Les autres catégories de personnels (manipulants, etc.) décident de verser une part de leurs salaires aux pupitreurs. Ainsi la grève peut durer en assurant à chacun les moyens financiers de tenir jusqu'à la satisfaction des revendications.

Mais c'était sans compter sur la trahison de la CGT qui par son travail de sape, son absence totale dans le soutien réel et l'absence d'information aux autres centres EDF-GDF parvient à faire reprendre le travail aux travailleurs du centre d'Issy-les-Moulineaux. Ceci en vue de casser celui de Clichy et d'Orléans qui se battent pour faire aboutir leurs justes revendications face à une direction d'État particulièrement décidée à faire pourrir le mouvement.

Le 12 mars, le centre d'Issy-les-Moulineaux reprend le travail. Le 14 mars dans l'après-midi, les travailleurs du centre de Clichy demandent des explications à la fédération CGT qui les informe de la reprise du travail d'Issy-les-Moulineaux en les invitant à faire de même. Une discussion orageuse s'engage alors mais le travail de sape fait son effet, le mouvement d'unité des deux centres est cassé et les travailleurs de Clichy reprennent le travail le 15 mars, écœurés et dégoûtés des pratiques syndicales de la CGT, malgré la vive intention des autres travailleurs de poursuivre la grève.

Nous voyons là qui sert la CGT. Une fois de plus la fédération CGT casse un mouvement revendicatif, un mouvement de la classe ouvrière en butte au patronat et à l'État. La fédération CGT d'EDF-GDF sert le patronat en refusant tout soutien, toute popularisation, en sapant et en divisant les travailleurs, en accusant les travailleurs d'être des «gauchistes», d'être des «manipulés», d'être des «irresponsables».

Les travailleurs du centre de Clichy, (et ceux d'Issy-les-Moulineaux) ne sont pas dupes. Ils ont vu la trahison et ne l'oublieront pas. Pour beaucoup de travailleurs cette trahison syndicale est une révélation.

Correspondant H.R. avec un gréviste de Clichy



la France des luttes

LES CHEMINOTS A L'ACTION

(Suite de la page 1)

Pour l'appel à la reprise les dirigeants révisionnistes du PCF et de la CGT se sont distingués. L'Humanité du 20 mars — outre l'appel à la reprise — reprochait à la direction de ne pas avoir tout fait pour briser la grève : « Il n'est d'ailleurs pas certain qu'elle ait fait tout ce qui était en son pouvoir pour rétablir la situation et mieux assurer les grands départs sur cette gare » !

A DIJON ON N'AVAIT PAS VU ÇA DEPUIS 68

Les agents de conduite ont profité du mouvement pour poser aussi des revendications locales sur les roulements et les conditions de

travail, et sont allés manifester à la direction régionale. La grève a été suivie à plus de 90 % avec des piquets de grève puissants et combatifs.

A l'AG du samedi matin, la CGT demande la reprise du travail, mais s'engage à respecter la décision de l'AG. La prolongation de 24 heures est votée à une large majorité.

A 16 heures, nouvelle AG, cette fois les dirigeants CGT appellent à la reprise immédiate, trahissant leurs engagements, sous le prétexte que la CGT n'a pas à tenir compte de l'avis des inorganisés ! Un adhérent CGT dit à un responsable : « Pour les faire voter aux législatives, les inorganisés vous ne crachez pas dessus, mais pour qu'ils donnent leur avis dans une grève,

c'est de la merde ». L'intervention CGT est huée, celle de la CFDT partisane de durcir le mouvement est applaudie. Mais le mal est fait, l'unité est brisée, le découragement commence. Ils sont arrivés à briser un mouvement d'une force que l'on avait pas vue à Dijon depuis 68. Des travailleurs disent aux dirigeants CGT : « La droite c'est vous ». Des adhérents CGT protestent contre le fait que la décision de reprise ait été prise sans réunion de la section syndicale.

Les gars ont repris le boulot une heure avant les négociations qui n'ont évidemment rien donné.

Premier bilan

Les cheminots marxistes-léninistes de Dijon tiennent comme premier bilan :

pour l'amélioration de leurs conditions de travail

Mobilisation des travailleurs de la Sécurité Sociale

L'immeuble situé 44-46, bd de Grenelle à Paris dans le 15e, abrite les locaux de l'UNCASS (Union des Caisses nationales de Sécurité sociale). Il a été soudainement découvert que cet immeuble récent ne répondait pas aux normes de sécurité — ce qui était dénoncé depuis longtemps par les sections syndicales de l'organisme.

Qu'à cela ne tienne ! Le Conseil d'administration de l'UNCASS (avec la complicité de FO-CGC-CFTC) a décidé le déménagement... à la Tour Maine-Montparnasse. Coût de la location de 2 niveaux et demi : un peu plus de 400 millions d'anciens francs par an ! Il faut ajouter que la Caisse nationale d'assurance maladie a entrepris pour sa part de déménager dans une autre tour située à Montparnasse, pour la coquette somme de 600 millions d'anciens francs par an !

Contrairement à ce que voudrait faire croire au personnel le président du Conseil d'administration de l'UNCASS, Van der Meulen, membre du CNPF, ce déménagement ne va pas dans le sens des revendications des travailleurs en matière de conditions de travail. Bien au contraire il ne fera que les aggraver : bureaux « paysagés » pour certains ; meilleure surveillance du personnel ; bureaux « occultes » pour d'autres (c'est-à-dire sans fenêtres) ; restaurant inter-entreprise géré par le requin de l'hôtellerie Jacques Borel ; augmentation des prix des repas ; lumière artificielle en permanence ; risque d'introduction des horaires variables, etc.

Les seuls bénéficiaires de cette opération sont les promo-

teurs immobiliers qui, semble-t-il, avaient bien du mal à louer leurs coûteux locaux de la Tour

Ainsi, au moment où le gouvernement prétexte un déficit de la Sécurité sociale, qu'il a lui-même organisé, pour augmenter les cotisations ouvrières de 1,50% il vient au secours des promoteurs immobiliers et leur permet d'empocher un milliard de profits supplémentaires par an.

Pour sa part, le personnel de l'UNCASS avec ses sections syndicales CFDT et CGT a déjà prévenu Van der Meulen et ses laquais qu'ils auraient tort de s'entêter. Une pétition a été signée par les 3/4 du personnel pour affirmer son refus de déménager à la Tour Montparnasse ; son refus de toute décentralisation ; son exigence de meilleures conditions de travail dans les locaux actuels ou proches de ceux-ci.

Gageons que si ces messieurs s'entêtent, le personnel de l'UNCASS saura trouver les moyens de leur répondre.

Des travailleurs de l'UNCASS

Van der Meulen prévoyant des jours sombres pour lui-même et ses laquais s'est fait installer un petit dispositif (coût : 3 millions d'anciens francs) qui lui permet de mettre l'ascenseur en marche directe de son bureau (au 10e) jusqu'au sous-sol où est sa voiture.

Il espère ainsi éviter sans doute la colère des travailleurs en ayant la possibilité de s'enfuir encore plus rapidement qu'avant. Mais à l'UNCASS, les travailleurs ont déjà trouvé le truc pour que ses rêves tombent à l'eau.

Pollution des côtes de l'île d'Ouessant

Les marins pêcheurs portent plainte contre l'armateur

Voici un peu plus d'une semaine, une tempête d'une rare violence s'abattait sur les côtes de la Manche et de l'Atlantique avec des pointes de 140 km/h, et des creux de 12 à 15 m. Elle provoquait d'importants dégâts et coupait en deux un super-pétrolier de 275 000 tonnes, appartenant à l'armement Onassis, et qui s'était échoué sur les récifs d'Ouessant.



Depuis lors, les soutes de ce super-tanker qui contenaient 1 200 tonnes de mazout ont laissé s'échapper sous l'effet de la houle environ 5 tonnes d'hydrocarbure par jour. Cette nouvelle marée noire a provoqué une importante pollution

sur les côtes d'Ouessant, notamment au nord-ouest de l'île, dans l'anse d'Yussin où le mazout atteint par endroit 10 cm d'épaisseur.

Le 21 mars au matin ont commencé des opérations visant à évacuer ce qui reste des 1 200 tonnes d'hydrocarbure que contenaient les soutes de l'«Olympic-Bravery». Les plongeurs du bâtiment hollandais «Barracuda» ont commencé leurs travaux d'inspection de la coque du navire échoué dans le but de colmater les brèches par où s'écoule le mazout. Mais dans le meilleur des cas, annonce-t-on de source autorisée, et même si les conditions atmosphériques sont favorables, le pompage du mazout ne pourra guère commencer avant la fin de la semaine. D'ici là le risque demeure entier de voir s'aggraver en-

core une pollution dont les conséquences sont d'ores et déjà catastrophiques pour les travailleurs d'Ouessant et de toute la région qui vivent essentiellement des produits de la mer.

Par delà l'aspect technique c'est l'aspect des graves atteintes portées aux conditions de vie des masses laborieuses de cette région qui se trouve posé. Aussi est-il légitime qu'une violente colère s'empare des travailleurs d'Ouessant et de toute la côte bretonne, comme en témoigne cette lettre d'un marin-pêcheur du Conquet. D'autant plus légitime même que se trouve également posé le problème des responsabilités car la part qui revient à l'accident est bien petite, semble-t-il — pour ne pas dire inexistante — dans cette affaire.

La colère gronde à Ouessant et dans toute la région

Un pétrolier de 300 000 tonnes qui partait de Brest pour être désarmé en Norvège s'est échoué le 24 janvier sur l'île d'Ouessant. Il contenait dans ses cuves 1 200 tonnes de fuel. Le 12 mars à cause d'une forte tempête, il se cassait en deux par le milieu, libérant ainsi une partie de son fuel qui polluait sensiblement les abords d'Ouessant.

Cette pollution continue. Et, si rien n'est entrepris dans les quelques jours qui

viennent pour pomper les 1 200 tonnes de fuel, il est à craindre que ceux-ci se répandent sur la mer, polluant ainsi tout le Nord-Finistère.

C'est l'avenir de quelque 500 marins-pêcheurs qui est ainsi compromis et ceux-ci condamnent les pouvoirs publics qui n'ont pas fait le nécessaire pour éviter cette pollution. Le pompage des soutes aurait en effet dû être imposé à l'armateur pendant la période de beau

SOCIÉTÉ MECANIQUE DES LANDES (40)

Le patron menace, la CGT exclut

Un travailleur marxiste-léniniste de la SML à Tarnos a été exclu le 8 mars de la CGT. Ce camarade qui, quelques jours avant avait œuvré pour une AG et des revendications uniformes s'opposait aussi à la trahison révisionniste.

A l'issue de l'AG, le patron avait accordé beaucoup plus que d'habitude mais avait mis en garde les syndicats contre ceux qui influencent les travailleurs. 3 jours plus tard, un travailleur était exclu de la CGT. Encore une exclusion tout à fait antistatutaire, puisque ce qui lui est reproché ce sont ses idées politiques. Après la campagne des dirigeants révisionnistes du PCF et de la CGT sur les «libertés», un de ces prétendus «défenseurs des libertés» lui a répondu : «Les statuts, on s'en fout» !

L'Humanité-Rouge a dénoncé cela dans un tract distribué à l'usine. Et les CDHR de Bayonne diffusent massivement un tract de dénonciation. A l'heure où la CGT lance sa campagne de recrutement les dirigeants traîtres lèvent une pierre pour se la laisser tomber sur les pieds.

Correspondant HR.

CHEZ BONNET (VILLEFRANCHE S/SAONE)

Un premier recul de la direction

L'entreprise Bonnet, qui fabrique des congélateurs, emploie des travailleurs intérimaires. La direction avait décidé de réduire la production et de licencier une vingtaine d'intérimaires (alors qu'il y a de nouvelles embauches). Deux jours avant les licenciements les travailleurs se mettent en grève. La direction et les patrons des boîtes d'intérim promettent qu'ils les embauchent par priorité, qu'à l'avenir il y aura un préavis ; ils obtiennent le paiement des heures de grève. Mais aujourd'hui ce premier recul doit se consolider dans les faits, et pour cela il est nécessaire de renforcer l'unité des travailleurs fixes et intérimaires.

temps qui avait suivi le naufrage.

Le mal est fait une fois de plus, mais les marins-pêcheurs vont tout faire pour qu'il soit mis fin à de telles marées noires. C'est pour cela qu'ils ont porté plainte contre l'armateur et les pouvoirs publics pour les préjudices causés à leur profession. Les marins-pêcheurs vont faire pression pour imposer une nouvelle réglementation, plus ferme, en matière de circulation des pétroliers — l'on sait en effet que c'est sur cette route maritime, «le rail» comme disent les marins, que se croisent des bâtiments du monde entier circulant du Golfe Persique à l'Europe du Nord, que quotidiennement les pétroliers nettoient leurs cuves laissant derrière eux de larges traînées d'hydrocarbure qui polluent les côtes... Les marins-pêcheurs sont également décidés à faire pression pour que les pollueurs soient mis dans l'obligation de payer les dommages qu'ils causent, en l'occurrence ici le naufrage et ses conséquences volontairement provoquées.

Les pêcheurs ne se laisseront pas faire. Ils savent, et l'affaire en cours vient le leur confirmer, que c'est le capitalisme, ce système où seul règne le profit, qui est responsable. C'est lui qu'ils condamnent, c'est lui qui doit être combattu.

Un marin-pêcheur du Conquet.



UN LIVRE A LIRE

ARRACHER

LA CLASSE OUVRIERE

AU REVISIONNISME

par Jacques JURQUET

Recueil de textes de 1965 à 1971 présentés par
Mille Granot

publié aux Éditions du Centenaire

disponible sur commande à :

E.100 24 rue Philippe de Girard 75010 Paris

Prix : 30 F

QUAND VOUS AVEZ LU LE QUOTIDIEN

NE LE JETEZ PAS!

DONNEZ-LE OU AFFICHEZ-LE!

Succès de la réunion publique d'Allones à l'appel des marxistes-léninistes de l'Humanité Rouge

Nous nous étions d'abord heurtés à la mairie qui n'avait pas voulu nous donner de salle sous prétexte que cette réunion n'était pas faite par une organisation légalement reconnue. La véritable raison est bien sûr que le maire n'apprécie pas que L'Humanité-Rouge dénonce dans ses tracts le gaspillage des impôts locaux en terrains de tennis,

vieux militant qui a adhéré très tôt aux idées marxistes-léninistes est venu tracer l'historique du PCF et de sa trahison en même temps qu'il nous racontait sa vie de militant politique. Agé maintenant de 77 ans il est le seul survivant de la vingtaine de militants qui fut à la création du PCF en 1921.

les militants marxistes-léninistes.

— les pressions de la CGT sur la CFDT pour qu'elle exclut ses militants jugés trop révolutionnaires.

— et la prise de conscience des travailleurs qui rejettent de plus en plus la CGT parce que, contrôlée par le PCF, elle n'a fait jusqu'à

vendant cher aux travailleurs. De plus en plus les paysans s'en rendent compte et recherchent l'unité avec la classe ouvrière en soutenant ses luttes.

Un enseignant dénonça le scandale de l'auxiliarat, à ce moment un employé des PTT est intervenu pour rappeler que la même situation existe chez eux et nécessite des actions unies.

Enfin des militants de la CNL ont exposé les luttes qui se développent dans les cités contre les sociétés de chauffe et le mauvais entretien de l'habitat social qui aggrave les conditions de vie des travailleurs. Ainsi aux Sablons les locataires pendant plus de 2 ans ont refusé de payer le chauffage et ont obtenu une diminution de 14 %. Ils durent pour se faire se débarrasser du dirigeant de leur amicale Daniel Boulay, permanent CGT et membre du bureau fédéral du PCF, qui voulait arrêter la grève avant d'avoir obtenu satisfaction et sans l'avis de l'AG des locataires.

Le débat a commencé par l'intervention d'un militant de la CGT qui ne comprenait pas qu'on attaque la CGT qui pour lui représente le syndicat dont les travailleurs ont besoin.

Les travailleurs présents apportèrent nombre d'exem-

maintenant que briser les luttes.

Un paysan a dénoncé la situation faite aux petits paysans, en montrant que les industries alimentaires dont les coopératives sont complices volent les paysans en leur achetant leurs produits à bas prix et en les



en expositions de prestige alors que pour 15 000 habitants il n'y a même pas un poste de secours, que L'Humanité-Rouge dénonce l'exploitation des ouvriers employés par la mairie.

Par contre, ce même soir, dans cette salle que nous n'avions pu avoir, le PC pouvait faire sa réunion qu'il s'était empressé d'organiser en voyant nos premières affiches pour essayer d'empêcher des gens jadis proches de ce parti de venir discuter avec nous.

Un vieux camarade, adhérent du PCF depuis le Congrès de Tours en 1921, prit la parole

80 personnes sont venues à notre réunion où de nombreux ouvriers (Calberson, SNCF, Renault), des travailleurs paysans, des enseignants, des militants dans les organisations de quartiers ont expliqué leurs luttes. Un

Au cours de ces interventions, un camarade de Calberson nous a expliqué comment a été montée une section CGT combative, malgré les menaces, les mises à pied du patron, et comment leur première grève s'est terminée par un succès.

Un camarade de la SNCF nous a dit quelles manœuvres les révisionnistes employaient pour empêcher que les luttes auxquelles aspirent les travailleurs se déclenchent et comment un comité de soutien est en train de se créer contre le patronat et la CGT pour empêcher le licenciement d'un ouvrier.

Les camarades de Renault présentèrent un montage de diapos retraçant les différents aspects de leurs luttes et de l'activité des révisionnistes :

— la grève de 1971 et sa liquidation par la CGT.

— les appels de la CGT à l'agression physique contre

Berre-l'étang

A propos d'un incident déclenché par des cadres du PCF

Un exemple de dégénérescence idéologique

Récemment, alors qu'un camarade accomplissait son travail qui consistait à enlever les débris après le marché du matin, il s'est fait prendre à parti par le patron d'un bar. Ce dernier surgit d'un air très agressif et ordonna au camarade de jeter un journal et des tracts de L'Humanité rouge qu'il tenait à la main. Devant l'attitude déterminée et le refus du camarade, il essaie alors de les lui mettre dans la main. Voyant qu'il n'y arrive pas, il dit alors : « Je suis conseiller au maire, je vais lui faire avoir un blâme pour avoir refusé de jeter des papiers ». Il faut préciser que ce patron est un responsable du PCF sur la ville et que la mairie est tenue par eux. Le camarade lui fait alors remarquer qu'il n'est pas communiste mais qu'il est un provocateur raciste (raciste car avant d'être dans ce bar, il en avait un ancien qui était fréquenté

par des travailleurs arabes qui lui apportaient le principal de ses revenus et que maintenant il les refuse dans le nouveau et va même jusqu'à les insulter). Le patron du bar commence alors à insulter avec une bassesse extrême le camarade et le traite de « fasciste rouge ». Ensuite, il menace de mettre la grosse tête à tous les gars de L'Humanité-Rouge qui seraient dehors le soir (pas lui seul mais la bande des gros bras de leur parti). Alors un jeune du bar sort et agresse verbalement le camarade. Un travailleur algérien, voyant que ça tournait au vinaigre, fait alors remarquer que lui-même et le camarade sont là pour travailler et non pour se disputer. Le jeune répond qu'étant donné qu'il est arabe, il n'a qu'à se la fermer, qu'il prend le travail aux français, qu'il n'a qu'à retourner à son pays et d'ajouter « sale race » en menaçant de le frapper. Le

camarade fait alors remarquer aux gens qui se sont attroupés l'attitude des gens du PCF. Il dénonce le fait qu'ils n'ont rien à voir avec le communisme, qu'ils se comportent comme des fascistes, qu'ils n'en sont pas à leur première provocation.

Quelques jours après, le camarade dénonçait cette provocation à ses collègues de travail et au contremaître qui est secrétaire de la section syndicale CGT. Ce bonze lui dit qu'il n'avait pas la « reconnaissance du ventre » (car étant donné qu'il avait été embauché par la mairie révisionniste, il fallait donc qu'il suive et approuve aveuglément toute la politique du PCF), qu'il était un pauvre mec, un petit con, un merdeux. Devant la volonté du camarade à ce que le syndicat prenne position, le bonze lui ordonne de travailler, lui demande s'il refuse dans l'espoir de lui mettre un rapport. Le

auxquels nous avons assisté sont restés concrets, basés sur la pratique de chacun et pour la première fois dans une réunion de marxistes-léninistes dans la Sarthe, ce sont les ouvriers qui ont animé le débat, nous permettant à tous de mieux concevoir la lutte de classe. Nous en sommes repartis encore plus déterminés et confiants dans les forces du Proletariat.

Voilà ce qu'a pu donner l'infiltration d'éléments opportunistes et réactionnaires dans le vieux Parti communiste : la dégénérescence idéologique et politique.

Voilà pourquoi nous devons combattre les dirigeants et l'idéologie social-fasciste du PCF.

Les communistes marxistes-léninistes de Berre-l'Étang.

TARIFS D'ABONNEMENTS

| | Pli ouvert |
|---------|------------|
| 1 mois | 32 F |
| 3 mois | 95 F |
| 6 mois | 190 F |
| Soutien | 300 F |

| | Pli fermé |
|---------|-----------|
| 1 mois | 60 F |
| 3 mois | 180 F |
| 6 mois | 360 F |
| Soutien | 500 F |

CCP : L'HUMANITÉ ROUGE
No 3022672 La Source.

— Parce que je considère que seule la dictature du prolétariat imposera la fin de l'exploitation et de l'oppression du capitalisme et permettra la construction du socialisme ;

— Parce que je désire participer à l'édification d'un authentique Parti marxiste-léniniste unique ;

Je demande à adhérer à l'organisation des Communistes marxistes-léninistes de France.

Dans ce but, «L'Humanité rouge» peut prendre contact avec moi à l'adresse suivante* :

Nom.....

Prénom.....

Adresse.....

Signature.....

* Indiquer ici ton adresse ou une autre adresse par laquelle on pourra entrer en contact avec toi.



culturel

Entretien avec Joris Ivens, Marceline Loridan et Jean-Pierre Sergent

HR : Les travailleurs avaient conscience de faire un film destiné au public des pays capitalistes ?

ML : A part les discussions que nous avons, où ils nous posaient beaucoup de questions, pas tellement.

Jl : Les discussions paraient toujours du concret, de notre travail... notamment, une fois à propos de la composition sociale d'une salle de cinéma dans nos pays, on discutait politique, etc.

chose : un des deux dit : « Il arrive que les gens traversent n'importe comment, c'est une question de niveau de conscience (idéologique NDLR) ». Et il répète, en s'adressant à la caméra : « Chez nous, on appelle cela la conscience. » Il parle également des *dazibaos* et il fait les gestes pour expliquer que c'est une affiche murale manuscrite, etc.

Jl : On sent qu'il veut montrer la différence entre leurs conceptions pour régler la circulation, et la façon

gens-là sont certainement des « militants ». Alors il faut qu'ils soient des militants avec leur caméra et la caméra doit être utilisée comme arme dans la lutte. Et, vraiment, il faut être plongé dans la lutte quotidienne, vivre ces luttes des travailleurs, pour avoir les mêmes joies quand il y a des victoires, et essayer d'expliquer les insuffisances. Il faut être là et planter la caméra dans l'action. Avoir la confiance des ouvriers, des paysans. Sur-tout ne pas être des cinéastes « extérieurs », qui filment l'actualité. Nous ne sommes pas des *témoins* de notre temps. Le film deviendra peut-être après un *témoin*, cela c'est autre chose. Mais, quand on filme, on doit avoir conscience que ce film fait partie de l'action et que lui-même par son rôle pourra déclencher d'autres actions, de solidarité, de popularisation de la lutte que naturellement, la presse de la bourgeoisie ne donne pas. Dans ce sens il faut chercher à utiliser les petits appareils comme la caméra-super 8 ou la vidéo.

ML : Il faut aussi penser que ces films ne doivent pas être faits pour des militants, mais pour un public plus large.

Jl : Chaque fois se demander à qui on s'adresse ? par quel moyen ? et dans quel but ? C'est la règle indispensable pour pouvoir faire ce travail. C'est ce que nous avons cherché à faire avec notre film.



Scène quotidienne dans la banlieue de Pékin dans le film « Une femme, une famille ».

Comment Yukong déplaça les montagnes

Joris Ivens avec deux opérateurs chinois.



Un des passages du film « Une histoire de ballon » où un jeune écolier (au centre) explique pourquoi à la fin de la récréation il « n'a pas pu s'empêcher » d'envoyer le ballon sur le professeur.

JPS : Il n'y a qu'une séquence où on sent qu'ils s'adressent au public, c'est dans le film sur la ville de Shanghai au moment de l'interview de deux policiers. Ceux-ci essaient vraiment de se faire comprendre, de faire comprendre les luttes et les problèmes qui se posent. Par exemple, ils répètent deux fois la même

de la régler, ici, par la police française.

HR : Quels conseils donneriez-vous à de jeunes cinéastes qui veulent servir les luttes révolutionnaires des peuples ?

Jl : C'est toujours difficile de donner des conseils un peu abstraits mais c'est toujours la même chose. Ces

12 films sur la Chine de Joris Ivens et Marceline Loridan



Dans 4 salles :

St-Séverin - 12, rue St-Séverin 5e (métro St-Michel) - tél. 033-50-91 :

L'usine de générateurs - Les artisans - Une histoire de ballon.

Quintette - 8, 10, rue de la Harpe 5e (métro St-Michel) - tél. 033-35-40 :

Le village de pêcheurs - Une caserne - Entraînement au cirque de Pékin.

Git-le-Cœur - 12, rue Git-le-Cœur 6e (métro St-Michel) - tél. 326-80-25 :

Autour du pétrole - Le professeur Tsien - Impressions d'une ville : Shanghai - Répétition à l'Opéra de Pékin.

St-André-des-Arts - 30, rue St-André-des-Arts 6e (métro St-Michel) - tél. 326-48-18 :

La pharmacie - Une femme, une famille.

Nouvelles revues artistiques et littéraires en Chine

Cinq revues littéraires et artistiques chinoises, qui avaient cessé d'exister depuis la Révolution culturelle, vont reparaitre pour la première fois ce moi-ci et être disponibles dans les kiosques de Pékin.

Il s'agit des mensuels « Revue des Beaux-arts », « Revue de la danse », « Revue de la musique », « Revue de l'opéra et du théâtre » et « Revue du cinéma » dont le dernier numéro, pour cha-

cune d'entre elles, date de 1966. Leur réapparition est annoncée samedi par le « Quotidien du peuple ».

Deux autres revues avaient commencé de reparaitre dans les mêmes conditions en janvier dernier, l'une consacrée à la poésie et dont le premier numéro contenait deux nouveaux poèmes de Mao Tsé-toung, l'autre consacrée à la littérature.

L'OLIVIER

— QUI SONT LES PALESTINIENS ?

CINÉMA LE MARAIS
20 RUE DU TEMPLE PARIS 4^e
(MÉTRO TEMPLE OU HOTEL DE VILLE)
PERMANENT DE 14 A 24 HEURES

28 mars-3 avril 1976

13e Festival international
d'art contemporain
ROYAN

CINÉMA :
L'ASIE DU SUD-EST
ET LA CHINE

semaine dédiée à Joris Ivens

Plus de 50 films sur le Cambodge, le Laos, la Corée du Nord, l'Indonésie, la Birmanie, la Mongolie, le Vietnam, la Thaïlande, la Malaisie, Singapour, les Philippines et la Chine. Débats après chaque séance.

EXPOSITION : « Images du peuple chinois ».

Renseignements : Bureau du festival BP 517
17200 Royan et Bureau de concerts Maurice
Werner 11 av. Delcassé, Paris 8^e. tél. 225 38 54.

L'Humanité Rouge

Contre la nouvelle grille de classification (4)

RIPOSTONS MASSIVEMENT !

Dans nos précédents numéros (HR Nos 449, 452, 453), nous avons examiné la signification de l'accord dit national sur les classifications imposé par le patronat, avec la complicité des dirigeants «jaunes» de FO, de la CFTC et de la CGC. Nous l'avons replacé dans son contexte historique : il est une règle qu'à chaque fois, la classe au pouvoir a voulu faire payer aux travailleurs les frais des crises. Qu'à chaque fois elle s'est cherchée des alliés et a poussé les organisations syndicales à la collaboration de classes, par le biais du paritarisme notamment. La «grille» des classifications derrière laquelle elle veut enfermer les travailleurs, elle voudrait qu'ils l'aident à la forger. Elle a pensé que l'existence d'un million et demi de chômeurs était de nature à museler la combativité de la classe ouvrière. A nous de relever, encore et toujours, le défi. Sont déjà nombreux les camarades qui se sont engagés dans la lutte : les colonnes de notre journal ont cité plusieurs

entreprises et donné la parole aux travailleurs décidés à ne pas capituler. Démonstration concrète de l'erreur du patronat : la combativité n'est pas brisée. Mais nous devons nous interroger maintenant sur la dimension à donner à la bataille. Il est certain que ce n'est pas la journée nationale du 17 mars décidée, nous savons dans quelles conditions, par la CFDT et la CGT, qui lui a donné l'ampleur indispensable pour la victoire. Or s'il faut certes oser lutter, faut-il encore SAVOIR ET OSER VAINCRE.

Nous n'avons pas la prétention de présenter «les solutions» : celles-ci les travailleurs les trouveront avec nous dans nos luttes. Nous ne donnons que des éléments de la riposte, que nous souhaitons enrichis par les critiques, les contributions de nos lecteurs, et surtout confrontés à notre pratique commune, à la base et dans l'action.

UNE BATAILLE QUI NE DOIT PAS NOUS FAIRE OUBLIER LES AUTRES

Le fameux accord n'est qu'une arme parmi tout l'arsenal utilisé par le patronat : il n'a pas stoppé la vague de licenciements pour autant ! Leur liste continue à s'allonger. De notre côté nous ne devons pas oublier que la bagarre est engagée, et durement sur l'emploi, les conditions de travail, les salaires, contre la répression. Sur le front de la lutte des classes, le refus des nouvelles classifications n'est qu'un secteur. En face, l'ennemi le sait bien et il entend bien, dans une deuxième phase, utiliser l'accord dans tous les autres domaines :

— En matière d'emploi : les directions trouveront dans la mise en place des nouvelles classifications les arguments pour justifier les futurs licenciements. De deux choses l'une : ou nous serons trop qualifiés pour le poste que nous occupons, donc nous «coûterons» trop cher, et l'économie exigera que... ; ou la fonction occupée exigera un trop fort coefficient, et la direction supprimera la fonction.

— En matière de conditions de travail : en plaçant sous le même vocable, ouvrier spécialisé, ouvrier professionnel, agent technique, etc., des travaux qu'une longue tradition avait rattaché à un «métier», les patrons vont ainsi nous considérer comme des «spécialistes» dont la principale qualité sera la «polyvalence».

— En matière de salaires : la date d'application n'est pas neutre : 1er avril. Autrement dit 3 mois d'augmentation du coût de la vie gommés par enchantement. Car ne faut-il pas repartir à zéro pour la fameuse remise en ordre indispensable.

PAS DE COLLABORATION DE CLASSES !

En proposant, dans une première phase, la constitution de «commissions», de «groupes de travail» (ou de «réflexion», selon l'image plus ou moins progressiste que l'on veut se donner), chargés d'étudier le passage d'une grille à l'autre (d'une cage à l'autre, comme au cirque !), les directions ont déjà tenté cette alliance. Elles ne s'arrêteront pas là. La deuxième phase est, elle aussi, fertile en compromissions de tout genre. Reprenons le schéma :

— Première phase : chercher la concorde, le passage de l'ancien au nouveau. Selon le rapport de forces, cela peut parfaitement consister à une translation automatique : tout le monde verra son coefficient augmenté, de façon plus ou moins modulée. 5 à 10 points pour certains, 30 à 40 pour d'autres. But : faire croire que tout le monde a avantage au changement. Le cas échéant, on pourra même carrément déclasser toute une catégorie.

— Deuxième phase : analyse poste par poste, fonction par fonction. Il ne s'agit plus d'accorder une certaine valeur à l'homme, mais au travail auquel l'aura destiné ses chefs.

— Troisième phase : on examine, bien sûr cas par cas et avec l'accord de la hiérarchie, si le coefficient attribué au gars correspond bien au coefficient attribué à la fonction qu'il occupe.

Dès lors, ce sera un jeu d'enfant de prouver qu'il est surclassé. Il est très facile d'imaginer à partir de là les nombreuses possibilités de pression, sur l'évolution de carrière, le salaire, la garantie de l'emploi.

Et ce serait si séduisant de dire à l'éventuel contestataire : «Prenez-vous en à vos élus : ils étaient d'accord...»

UNE CAMPAGNE D'EXPLICATION NECESSAIRE

Pour renforcer ses ouvertures à la concertation, à l'indispensable discussion, le patronat a à sa disposition tout



Mercredi dernier, manifestation des métallos contre les nouvelles classifications.

un jargon, pseudo-scientifique, connu des seuls initiés. L'essentiel sera pour lui de garder un ou deux critères dont il sera le seul juge. Les plus utilisées seront les notions d'«autonomie» ou de «responsabilité». Autonomie par rapport à qui ? Responsabilité vis-à-vis de qui ? Définies, l'une et l'autre, par qui ? Tout ça servant de défense et illustration de la nécessaire hiérarchie.

Le travail de masse d'explication est donc indispensable et riche de contenu politique.

DES MOTS D'ORDRE OFFENSIFS, UNIFIANTS

Face à ces tâches, que nous proposent les confédérations syndicales ? Un mot d'ordre défensif : la «re-négociation nationale» ! Et comme action de masse : la journée du 17 ! Fondamentalement, qu'est-ce que ça recouvre ?

— Du côté CGT : justement l'accord sur la nécessité de la hiérarchie, dûment mon-

nayée, basée sur la reconnaissance des diplômes, du manœuvre au directeur «sans déshabiller Paul pour habiller Pierre» : «les classifications nouvelles doivent tenir compte des réalités d'aujourd'hui». Cette phrase pourrait être signée CNPF ; elle est signée «Vie ouvrière» !

Pas, surtout pas, de remise en cause de l'éventail hiérarchique. D'où la revendication de valeur du point unique. Totalement antagonique avec le relèvement des bas salaires.

— Du côté CFDT : bien que la revendication d'augmentation uniforme soit dans la plupart des cas de son fait, la vieille tentation reste : remplacer la hiérarchie de type militaire imposée unilatéralement par la «hiérarchie des compétences» parfaitement intégrée dans le projet patronal.

D'où pour nous la volonté de DÉNONCER, DE FAÇON PERMANENTE, LA DIVISION CAPITALISTE DU TRAVAIL.

une concentration sauvage du capital, donc du pouvoir. Menant la négociation sur l'application des classifications boîte par boîte, le patronat va faire en sorte qu'en définitive, il y aura autant de classifications que d'entreprises !

A nous de refuser les accords partiels. Une théorie chère à la CGT est d'accepter des clauses favorables à telle ou telle catégorie, qui serviront de «locomotives» aux autres revendications. Alors que c'est précisément renforcer la division des travailleurs ! Lecture conseillée aux militants cégétistes : les textes de Lénine sur l'aristocratie ouvrière.

A nous par contre de PORTER LA LUTTE A L'ENSEMBLE DE L'USINE, DU TRUST, DE LA RÉGION, DE LA BRANCHE D'ACTIVITÉ. Pour l'extension de cette lutte, les structures sont trop souvent lourdes, lentes à secouer, paralysées par une forme de «bureaucratie militante». Ne craignons pas de secouer ces structures. Que diable ? Serions-nous vides d'imagination ! Toute l'histoire du mouvement ouvrier prouve le contraire. Proposons, prenons la direction de rencontres, meetings, manifestations locales, régionales, par trusts ! Soyons IMPRÉGNÉS DE L'ESPRIT D'OFFENSIVE !

UNE LUTTE GLOBALE CONTRE LA DÉVALORISATION

Car c'est bien de cela dont il s'agit : pour faire payer la crise aux travailleurs, pour le patronat, il faut diminuer le poids du coût du travail dans l'ensemble du processus de production. Bloquer autoritairement les salaires aurait été un peu gros et risquait de provoquer une riposte immédiate. Alors il fallait tourner l'obstacle. C'est ce qu'a fait le patronat. Et il ne se borne pas au seul secteur de la métallurgie : la révision des classifications est aussi d'actualité dans la chimie, le bâtiment, l'informatique.

Un nouveau 68 ? Ce n'est pas exclu. Et qui peut être d'une autre ampleur, car la situation est marquée de trois caractéristiques nouvelles :

— A l'offensive bourgeoise généralisée de dévalorisation du travail : ouvrier (les classifications), paysan (les revenus des petits paysans pauvres), étudiant (l'université au service du patronat), peut et doit répondre l'unification des luttes ouvrières paysannes et étudiantes.

— Malgré la poussée de gauche aux élections cantonales, la majorité des travailleurs ne croit plus au Programme commun comme solution à tous nos maux. Mais prend conscience de la nécessité d'avoir SON PARTI, un authentique parti de la classe ouvrière.

REFUSONS DE PAYER LA CRISE !
FORGEONS NOTRE UNITÉ
A LA BASE ET DANS L'ACTION !
OSONS LUTTER, SACHONS,
OSONS VAINCRE !

Récemment, le président Mao précisait que l'existence, dans la Chine socialiste, d'écarts de salaires était significatif de la continuation de la lutte des classes.

Le mot d'ordre «augmentations uniformes» a toute sa valeur. Il devrait constituer le préalable à toute discussion sur les classifications. S'il n'y a pas d'accord sur la politique des salaires, à plus forte raison ne peut-il y en avoir sur une quelconque échelle des salaires.

L'EXTENSION DE LA LUTTE A TOUS LES NIVEAUX

Le refus de la division capitaliste du travail exige d'abord le refus de toute discrimination : vis-à-vis des femmes, des travailleurs immigrés, des jeunes, des travailleurs âgés. A TRAVAIL ÉGAL, SALAIRE ÉGAL !

L'extension n'a pas que cette dimension : une des tactiques employées par le patronat pour diviser la classe ouvrière est la filialisation à outrance, accompagnant